

Le gouvernement doit dénicher plus de 1,2 milliard

Pour remettre son budget sur les rails, la Belgique va devoir réaliser un effort de 0,31% de son PIB. Et ce sans compter le coût des politiques nouvelles.

EXPRESS

Le Comité de monitoring a livré son verdict. Pour l'heure, le budget 2015 s'écarte de 1,214 milliard de la voie qu'on lui a tracée. **L'effort structurel à livrer par la Belgique pour revenir dans les clous est de 0,31% du PIB.**

C'est la Sécu qui est responsable de ce dérapage. N'y voyez **nette explosion incontrôlée du coût des soins de santé**, ce sont les recettes qui sont en berne, sapées par la baisse des cotisations sociales portant sur les salaires et les revenus de la TVA.

La Belgique va au-devant de **nouvelles économies.**

BENOÎT MATHIEU

Un milliard d'euros, pronostiquaient les optimistes. Un bon milliard et demi, avançaient les plus menaçants. Eh bien, la réalité semble vouloir viser au centre, comme pour ne fâcher ou décevoir ni les uns, ni les autres – nous sommes en Belgique, que voulez-vous? Ce sera donc 1,214 milliard, tranche le Comité de monitoring, qui dispose du dernier mot en la matière.

À quoi correspond ce montant? À ce que le gouvernement Michel va devoir dénicher s'il veut maintenir son budget 2015 sur les rails qu'il lui avait tracés. Autrement dit, c'est le coût de la réalité, l'écart avec le budget initial, pensé en chambre. Un seul exemple afin d'illustrer le fossé que cela peut représenter: à l'heure de ficeler son épure initiale, l'exécutif tablait sur une croissance de 1,5% du PIB pour le cru 2015. Depuis lors, cette perspective, pas folichonne non plus, a été revue à la baisse: cela devrait être, au final, 1%. Rien que cela, cela peut vous faire dérailler un budget.

Quelques piqures de rappel, pour s'échauffer un brin. Afin de ne pas hérissier les tenants de l'orthodoxie budgétaire *made in Europe*, la Belgique s'était engagée à améliorer le solde structurel de l'Entité I de 0,725% du PIB. On vous a perdu? L'Entité I, pour faire simple, c'est l'étage fédéral de la maison Belgique, plus la sécurité sociale. Et le solde structurel, c'est le solde «normal» – dites: nominal –, débarrassé de tous les effets de conjoncture et des mesures *one shot*. Celui qui ne se base que sur les effets récurrents, en quelque sorte.

La Sécu dérape solidement

Pour en revenir au budget, la Belgique avait prévu de présenter des comptes 2015 dans le rouge à hauteur de 8,04 milliards d'euros, ce qui représente 2% de déficit nominal. Pour ceux qui préfèrent, à raison, le structurel, la promesse belge était la suivante: un déficit structurel de 1,7% du PIB, soit 6,89 milliards. Sauf que, caramba!, c'est encore raté. Structurellement parlant, le trou se monterait plutôt à 8,1 milliards, soit 1,214 milliard d'euros de plus que prévu. L'effort à livrer par la Belgique afin de rester dans les clous budgétaires est donc de 0,31% du PIB.

Comment expliquer ce dérapage? Les prévisions de croissance n'ont pas aidé, on vous disait. Pourtant, à lui seul, le Fédéral ne s'en sort pas trop mal. En réalité, il dégagne même un surplus de 471 millions d'euros par rapport à son objectif initial. Merci la baisse des taux d'intérêts, qui ont allégé la charge de la dette belge (208 millions). À pointer également, la baisse des dépenses primaires de l'État, à hauteur de 123 millions.

Celle qui vient jouer les trouble-fête, c'est la sécurité sociale. La tuile était connue depuis une semaine: le budget de la Sécu dérape de 965 millions et affiche un trou de 1,549 milliard (respectivement 794 millions et 1,31 milliard lorsque l'on passe le tout à la moulinette des normes comptables SEC). Le Comité de monitoring confirme la chose et se montre même plus pessimiste que le Comité de gestion de la sécurité sociale: lui table plutôt sur un déficit de 1,685 milliard pour le cru 2015. Le surplus fédéral est largement absorbé par le gouffre de la Sécu, laissant au final au gouvernement Michel une ardoise de 1,214 milliard.

Avant de pointer le coût des soins de santé du doigt, rappelons qu'ils n'ont que peu à voir avec cet état déplorable des comptes de la Sécu. Baisse des cotisations sociales prélevées sur les salaires et chute du financement alternatif en provenance des recettes TVA: voilà les principaux coupables, résultat notamment d'une solide baisse de la masse salariale belge. De quoi donner à la gauche du spectre politique des raisons supplémentaires de fustiger la politique de modération salariale. À quoi s'ajoute une «bourde technique» signée par l'Office national des pensions, et qui coûte la bagatelle de 410 millions d'euros.

«L'heure est encore au travail», a commenté dans la soirée le ministre du Budget, Hervé Jamar (MR). Surtout que les chiffres alignés ci-dessus se comprennent sans la moindre politique nouvelle. Or les différents ministres

de l'équipage Michel ont transmis à Hervé Jamar une série de demandes de rallonges budgétaires – voyez cela comme une

liste de Saint-Nicolas. Qui pèse quand même un bon 800 millions; réaliser les rêves de chacun nécessitera donc de dégager deux milliards d'euros. Un scénario peu probable. À nouveau, la vérité devrait se situer entre ces deux balises.

Nouvelles économies en vue

En attendant, voilà le gouvernement qui entre en mode «conclave budgétaire». Parce qu'il va falloir le trouver, ce milliard et quelque. Pour ce faire, devinez quelle voie envisage Hervé Jamar. «Nous poursuivons notre politique de prudence budgétaire avec cet objectif hautement nécessaire de réduction des dépenses publiques excessives et de monitoring permanent du budget.» Tout cela sent les économies supplémentaires – on vous en parlait pas plus tard qu'hier. La N-VA rêve ainsi de faire porter le chapeau de cet ajustement budgétaire à la sécurité sociale. «La Belgique poursuivra le respect de ses engagements européens sur le plan budgétaire», complète le Premier ministre Charles Michel (MR). Qui ajoute, au passage, qu'il entend préserver «le pouvoir d'achat, l'emploi et la croissance».

À première vue, tout cela ne va pas vraiment dans le sens espéré par la population. Parce que, à en croire un sondage effectué pour le compte de la «Libre» et de la «RTBF», les Belges entendent que l'État fédéral investisse davantage dans les soins de santé et souhaitent que, si l'on allège la fiscalité sur le travail, ce soit pour taxer les revenus spéculatifs et les fortunes. Pour la première partie, c'est mal parti. Pour la seconde, il y a ce fameux *tax shift* promis d'ici peu par le gouvernement. Mais, au risque de jouer les rabat-joie, on peut dire que ce n'est pas gagné.

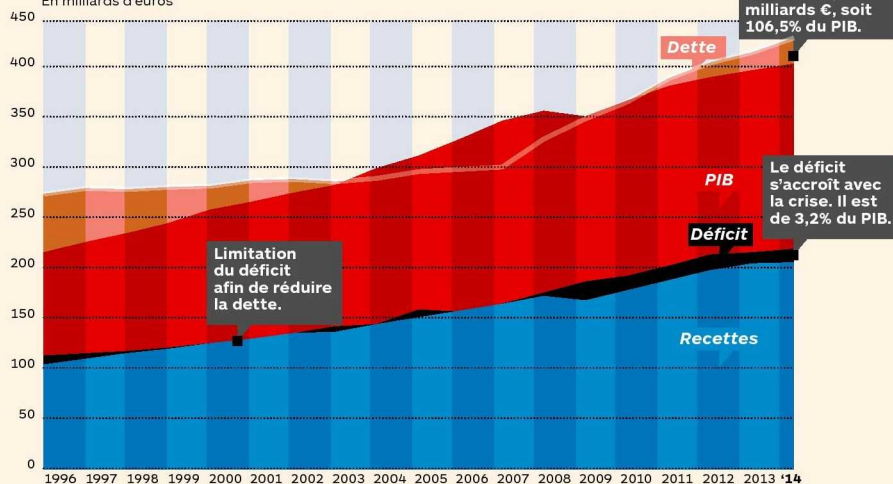
1,214 milliard €

Afin de maintenir son budget 2015 sur les rails, le gouvernement devra dégager 1,214 milliard d'euros. Et ce, sans compter le coût des nouvelles politiques envisagées. Attention, chaud devant!

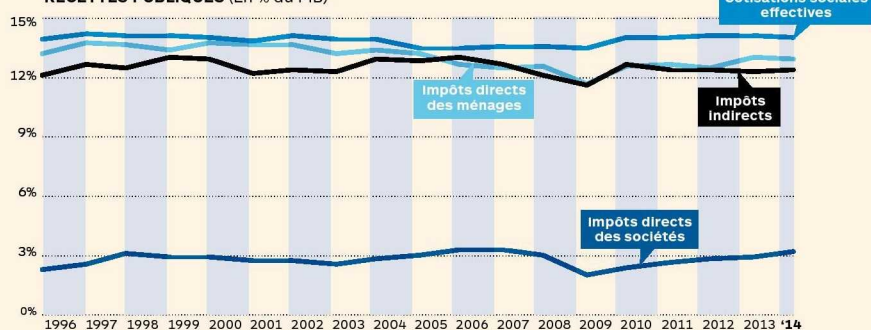
LE POIDS DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE BELGE

DETTE, PIB, RECETTES, DÉPENSES, DÉFICIT DE L'ÉTAT BELGE (1996-2014)

En milliards d'euros

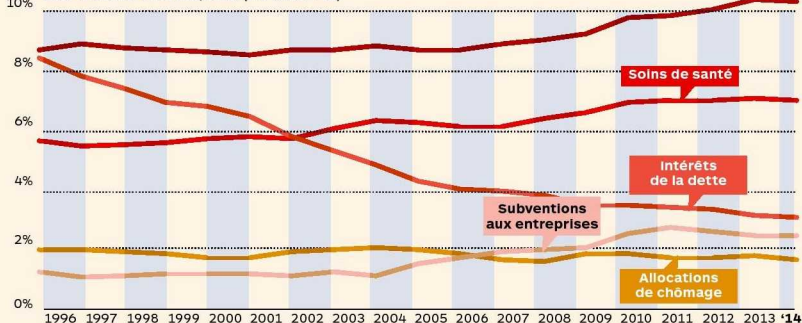


RECETTES PUBLIQUES (En % du PIB)



Les recettes sont relativement stables en pourcentage du PIB. On note toutefois un creux en 2008 des **impôts des entreprises** et des autres recettes, ce qui est lié à la crise économique.

DÉPENSES PUBLIQUES (En % du PIB)



Les **allocations de chômage** sont relativement stables depuis presque 20 ans. Ce qui n'est pas le cas des **pensions** (+4,7% en moyenne par an), des **soins de santé** (+5,1% par an) et des **subventions aux entreprises** (+8,5% par an, en raison des subventions salariales servant à abaisser le coût du travail ainsi qu'à la mise en place du système des titres-services).

Sources: Bureau du Plan, Belgostat, BNB (Chiffres 2014 provisoires); Conception: **Matthieu Bogaert** (be.net/tchiniss)

